



TOUTE LA PSYCHIATRIE DANS LA RUE LE 15 JUIN!

Le manque de moyens attribués à la psychiatrie n'est pas nouveau, mais est désormais reconnu de tous. Différentes instances l'ont démontré (CESE...) et de nombreux rapports le dénoncent ainsi que ses conséquences. Pour autant, le gouvernement s'acharne à ne répondre que par un saupoudrage de mesures souvent expérimentales, ponctuelles et très insuffisantes. Pire, il envisage des solutions qui aggraveraient les difficultés d'accès aux soins, la stigmatisation des patient.e.s et une nouvelle diminution des moyens financiers du service public de psychiatrie.

En pleine crise sanitaire et psychiatrique, les fermetures de lits et les suppressions de postes continuent. Les services d'hospitalisation et les services ambulatoires sont saturés, les listes d'attente s'allongent, au détriment des besoins de la population et des conditions de travail des professionnel. le.s. Les psychologues sont appelés à la rescousse, mais en nombre insuffisant, dans des dispositifs spécifiques, morcelés, uniquement neuro-psychologiques, et surtout réservés à des libéraux, plutôt que de renforcer les structures publiques qui ont fait la preuve de leur efficacité.

Le manque de moyens ainsi que le déficit en formation diminuent notre capacité de réponse aux besoins de la population qui ne cessent d'augmenter. Cela altère considérablement notre capacité à travailler dans le respect de nos valeurs soignantes. L'insatisfaction professionnelle, la perte de sens, la souffrance au travail liée à des conditions de travail en mode dégradé permanent sont maintenant des lieux communs partagés par trop de collègues.

Nous subissons des mesures gouvernementales totalement inadaptées et déconnectées de la réalité. La réforme des modalités d'isolement et de contention est l'exemple parfait d'une décision inapplicable prise sans solliciter les professionnel. le.s. Elle ne répond en rien à la nécessité d'inverser la progression du recours à des méthodes de soins coercitives, le plus souvent en lien avec le manque d'effectif, d'espace clinique de réflexion, de capacité à « contenir psychiquement » la souffrance des patient.e.s.

La réforme du financement reportée au 1/01/2022 n'augure rien de bon et organise l'industrialisation de nos pratiques.

80 % du budget sur une enveloppe « géo populationnelle ». Cette dotation sera calculée sur des critères détachés des besoins réels et spécifiques de chaque structure.

Conjointement à la suppression de lits, il s'agit de réduire

au minimum les durées de séjour et d'orienter l'activité de l'hôpital vers le privé sanitaire ou médico-social. La mise en place d'une tarification dégressive sans tenir compte des réalités cliniques met en évidence la volonté d'encore diminuer le nombre de lits.

15 % iront à la dotation de la file active, ce qui ressemble étrangement à la T2A qui a démontré son pouvoir destructeur en MCO. La quantité de soins sera donc un critère important, et pour autant il faudra réduire le nombre de « séances ». La temporalité spécifique à la psychiatrie est volontairement niée.

Les 5 % restants seront une dotation diverse liée aux appels à projet, poussant à une course à l'innovation et à la compétition entre services et hôpitaux.

Par ailleurs, les CMP, qui sont par essence des structures destigmatisantes de proximité, et dont la vocation première est d'aller vers les patient.e.s, verront leurs moyens déjà insuffisants diminuer.

Les plus impactés seront les patient.e.s les plus gravement malades, les plus précaires, celles et ceux qui ont besoin de nous dans la durée.

Enfin, les mesures Ségur aussi insuffisantes que clivantes ont eu un impact particulier en psychiatrie où il peut coexister plusieurs types de structures. Les personnels des MAS, des Foyers, les agents mis à disposition n'ont toujours pas perçu le Complément de Traitement Indiciaire, et certains en resteront exclus. Maintenant, les nouvelles annonces prévoient d'exclure les travailleurs sociaux, éducatifs, techniques, les ASH, les administratifs et les psychologues des futures revalorisations de grille. Encore une fois, nous ne pouvons accepter ces inégalités, les mesures du Ségur sont un véritable danger pour la cohésion de l'équipe soignante et de la fonction publique hospitalière.



LE 15 JUIN, TOU.TE.S EN GRÈVE ET EN ACTION POUR :

- **Des recrutements massifs de personnels formés,**
- **Que cessent les fermetures de lits et que des lits soient ré-ouverts partout où les services saturent,**
- **Des augmentations de salaire de 300€ pour tou.te.s,**
- **Une mise en adéquation des moyens de la psychiatrie et des besoins de la population.**

